

Préface

Pourquoi l'ISTED propose-t-il aujourd'hui une analyse de l'offre française en matière de patrimoine urbain ?

Sa vocation de promoteur du partenariat public/privé pour le développement international le conduisait en réalité presque nécessairement à cette démarche innovante sinon insolite qui trouva immédiatement un écho auprès des ministères intéressés conscients du nouveau rôle de la culture dans l'efficience des politiques de réduction de la pauvreté.

Car la ville, qui, à l'aube du XXIème siècle reste le creuset du développement, est bien devenue une priorité culturelle.

A cela au moins deux raisons !

La majeure partie de la population mondiale y vit déjà ou aspire à y vivre, donnant aux usages urbains valeurs de référence.

Or, l'expansion de la ville met en péril de manière accélérée l'organisation urbaine des siècles passés, elle oblige à regarder le coût de la transformation et donne un prix patrimonial particulier aux formes et au tissu urbains des âges précédents.

Cette valeur nouvelle permet de dépasser l'opposition chronologique et géographique des visions du patrimoine des pays du Nord et des pays du Sud : la première, souvent réponse critique à la modernité, procède de considérations savantes et esthétisantes, la seconde, ne sous-tend une pratique sociale que parce qu'elle est dépositaire de l'autorité symbolique des pouvoirs politiques et des traditions religieuses...

Considérer la ville comme un phénomène culturel replace au contraire l'homme au cœur de la politique du patrimoine parce que cette démarche en impose une définition globale dans l'espace et dans le temps : Le territoire urbain s'appréhende dans son ensemble, y compris son environnement et sa fonction de lieu de vie; il s'analyse comme une ressource non renouvelable...Le temps envisagé dans sa dynamique, le développement durable, confère une responsabilité explicite à tous les membres de la génération présente celle du " passeur de témoin " des anciens vers les générations futures, rétablissant la primauté du vivant sur l'objet muséal ; elle légitime la mémoire collective au lieu d'en faire le témoin archaïque d'un mode de vie répudié par le progrès et contribue à lui attribuer une valeur marchande contemporaine via l'économie de la réhabilitation ou celle du tourisme...

La vitalité de cette nouvelle conception du patrimoine apparaît suffisamment importante à de nombreux opérateurs internationaux pour que ceux-ci la place désormais au rang des conditions de l'efficacité des politiques d'aide au développement. On relèvera par exemple l'implication de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne dans des programmes à vocation prioritairement culturelle ou concernant le patrimoine au titre de la lutte contre la pauvreté notamment...

En effet le projet de patrimoine arrive à fonctionner comme moteur pour la restauration du lien social et devient un facteur d'apprentissage de la citoyenneté : il sert de support pédagogique à la démocratie par l'exercice de gouvernance que suppose une élaboration partagée¹ et la mise au point de sa réalisation. A ce titre il favorise également une articulation efficiente du partenariat public/privé d'autant plus significative que la part du second dans les transferts vers les pays en développement est aujourd'hui prépondérante².

¹ Voir par exemple les budgets "participatifs" des projets de restauration des centres urbains de Sao-Paulo, ou d'autres villes d'Amérique latine ou des Philippines

² Depuis 10 ans les flux publics ont baissé de 22% tandis que les flux privés passaient de 42 à 256 milliards de \$ soit un

Cette définition donne au projet de préservation du patrimoine urbain une complexité très exigeante qui tient autant à l'entrelacs des objectifs architecturaux, techniques, urbains et aussi éthiques, sociaux, économiques, politiques, nationaux et internationaux... qu'au nombre des acteurs impliqués nationaux et internationaux, depuis les institutions publiques, les organismes privés à vocation culturelle ou sociale, la société civile... sans négliger le rôle des hommes de l'art et techniciens de tous niveaux ni évidemment celui des différents bailleurs de fonds du secteur marchand ou de la coopération bilatérale ou multilatérale...

L'intention de l'exercice apparaît clairement à cet énoncé et à la lecture de l'ouvrage : Le but était de proposer aux postes français à l'étranger un instrument de dialogue stratégique et opérationnel avec leurs interlocuteurs locaux dans un domaine dont on vient d'effleurer la particulière complexité. Il ne faut pas ménager les félicitations à l'équipe qui a conçu et piloté le projet car la facilité de lecture ne le cède en rien à la qualité des informations.

L'intérêt du travail était aussi de situer l'offre française à sa place dans une concurrence internationale croissante sur des savoir-faire à haute valeur ajoutée qui se relie à de nombreux secteurs de l'activité économique à l'exportation (architecture, ingénierie, travaux publics, gestion environnementale, tourisme...). Certains de nos partenaires européens³ ou mondiaux⁴ ne s'y sont pas trompés qui offrent de manière de plus en plus insistante et efficiente une ingénierie culturelle dans un domaine où la France disposait jusqu'à présent d'une position dominante liée à son histoire et à la qualité exceptionnelle de son propre patrimoine.

Ce n'est pas la moindre qualité de cette entreprise d'avoir été imaginée comme un "fil rouge" qui facilite un positionnement approprié du pilotage de nos représentants vis à vis des opérateurs français et internationaux, publics ou privés. Sachant que l'originalité de ce guide est peut-être de dire d'abord que tout peut devenir possible si la demande, portée par les acteurs locaux s'inscrit dans la culture vivante du pays concerné et si, s'agissant du patrimoine urbain, la dimension sociale comme la dynamique économique se retrouvent au cœur du projet.

Le patrimoine urbain fonde alors une nouvelle relation, ente les protagonistes, fondée sur la reconnaissance, le respect mutuel et la contribution de chacun à la valorisation d'une identité qui appartient à l'humanité tout entière, la ville.

Catherine Bersani

boom de 500% selon "le nouvel économiste".

³ L'Italie notamment mais l'Allemagne de plus en plus...

⁴ Le Japon...